

## Ouverture de la session budgétaire 2017

### Discours de Marcel TUIHANI

*Jeudi 21 septembre 2017*

---

Monsieur le haut commissaire de la République,  
Monsieur le président de la Polynésie française,  
Monsieur le Vice président,  
Mesdames et messieurs les parlementaires,  
Monsieur le président du Conseil économique social et culturel,  
Monsieur le conseiller économique social et environnemental,  
Mesdames et messieurs les ministres,  
Mesdames et messieurs les représentants,  
Mesdames et messieurs les maires et les élus municipaux,  
Mesdames et messieurs les chefs de service de l'Etat, de la Polynésie française et de  
l'assemblée de la Polynésie française,  
Mesdames et messieurs les journalistes,  
Chers invités,  
Chers publics,

Ia orana e Maeva.

Dans quelques mois nous arriverons au terme de notre mandat. Certains reviendront l'année prochaine, d'autres non, et de nouveaux représentants viendront siéger dans cet hémicycle. Pour ce qui me concerne, ce sera certainement ma dernière intervention solennelle devant vous chers collègues.

C'est donc un discours un peu particulier, tout à la fois un bilan et des perspectives qu'il me tient à cœur de partager avec vous, car ce qui nous importe, ce n'est pas ce qui est derrière nous, mais bien ce qui est devant nous.

Les premiers mois n'ont pas été simples. Je ne reviendrai pas sur les obstacles rencontrés sur ma route depuis que je suis président de l'institution, voilà trois ans presque jour pour jour. Ce n'est pas simple de diriger une institution comme l'assemblée. Je pense qu'il en a été de même pour le président à la tête de notre pays. Ce sont de lourdes responsabilités.

Sachez en tous les cas, chers collègues, que les moments que nous avons passés ensemble, des moments de tensions, comme des moments d'échanges pour inscrire notre institution dans une démarche de progrès, ont été riches et formateurs. J'ai beaucoup appris à vos côtés.

Chers représentants, j'ai toujours dit les choses comme je les ressens, avec cœur et responsabilité. Je ne changerai pas.

Cela fait 140 ans que la reine POMARE IV, AIMATA, nous a quitté. Une grande reine qui aura régné durant un demi-siècle et dont le règne fut marqué par des étapes déterminantes pour l'avenir de la Polynésie française. Elle transforma cette terre de TARAHOI en une terre d'influence, lieu du pouvoir polynésien.

C'est notamment durant son règne, marqué par les luttes d'influence entre Français et Britanniques, entre les missionnaires protestants et les prêtres catholiques, que fut instauré le protectorat français. De cette histoire parfois mouvementée, il reste des liens noués qui demeurent forts et qui permirent de développer une relation originale que traduit encore l'esprit de l'Autonomie moderne d'aujourd'hui.

Si POMARE IV plaça ses Etats sous la protection de la France à l'époque du protectorat en 1842, ce fut sans doute un choix difficile dont je ne commenterai pas les circonstances. Ce choix allait plus tard engager notre destin, celui du peuple polynésien et nous en sommes aujourd'hui les héritiers.

Un siècle plus tard, notre Assemblée devenue dépositaire du suffrage universel, et dont nous avons commémoré l'année dernière les 70 ans d'existence, prit une décision également difficile, en cédant à la France les atolls de MORUROA et FANGATAUFA pour qu'elle y installe son centre d'expérimentation nucléaire. Nous savons combien le CEP bouleversa profondément notre mode de vie. Cette décision fut prise le 6 février 1964.

122 ans séparent ces deux choix : le premier fait par une reine, le second par des élus ; tous les deux pour la France et en engageant durablement notre avenir à tous.

Je retiens comme un testament cette phrase inscrite dans le rapport de présentation de la commission permanente de l'Assemblée, par son président monsieur Jacques Denis Drollet, qui accompagne la décision adoptée le 6 février 1964 : **« A la grande œuvre scientifique accomplie actuellement par la France en dépit de toutes les difficultés, nous aurons ainsi apporté notre part de la façon la plus désintéressée, et cela, jamais la France ne l'oubliera. »**

C'est à l'aune du temps écoulé que cette conclusion prend tout son sens. Elle résonne comme un écho au choix de POMARE IV, non comme une promesse mais bien comme une certitude, celle que procure la CONFIANCE.

L'année 2016 a été celle du 50<sup>e</sup> anniversaire du premier essai nucléaire atmosphérique, tiré le 2 juillet 1966 à MORUROA. Cette date symbolique aurait du être l'occasion pour la France de solder définitivement ce dossier, comme le souhaite l'ensemble des polynésiens.

En accueillant chez nous des essais nucléaires que personne ne voulait ailleurs, 193 au total, les polynésiens ont largement assumé leur part du contrat. Ce faisant, comme le disait le président de la République François HOLLANDE lui-même, ils ont largement contribué à la grandeur et au rayonnement de la France.

Nous attendons à présent de l'Etat qu'il en fasse de même. Nous voulons que la France assume sa part du contrat. Ces tergiversations à propos de la loi d'indemnisation des victimes du nucléaire donnent le sentiment amer qu'on cherche sans cesse à gagner du temps, qu'on cherche à repousser la mise en œuvre de cette responsabilité pendant que des victimes décèdent les unes après les autres.

Il y a quelque chose d'indécent et d'insupportable dans cette attitude, que les discours rassurant et les belles phrases ne parviendront pas à apaiser.

Vous me pardonnerez de dire les choses comme je les pense, de les dire simplement mais dans un esprit de responsabilité. En ces temps médiatiques, je ne dis pas ces mots pour qu'ils servent

de combustible à la polémique, je les dis parce qu'ils sont une réalité que nous trainons comme une blessure.

La question nucléaire impacte fortement la santé des polynésiens, pas seulement en raison des conséquences des radiations, mais aussi en raison du bouleversement du mode de vie et des nouvelles habitudes de consommation qu'entraîna l'installation du CEP. La société polynésienne d'aujourd'hui est l'héritière de ces bouleversements. On m'a appris cette citation de Juvénal : *un esprit sain dans un corps sain*. Je voudrais la transposer dans le contexte post-nucléaire de la Polynésie : *un peuple sain dans un pays sain*. N'est-ce pas ce que nous souhaitons tous ?

Les chiffres de l'obésité publiés par l'OMS sont alarmants. Ils placent le Pacifique, et la Polynésie française notamment, en tête du peloton mondial.

Ce triste palmarès nous rappelle que l'obésité et le diabète constituent une autre bombe, sans doute plus dévastatrice que les conséquences des essais nucléaires, une bombe à retardement.

Quand je vois les effets de l'obésité infantile, je ne suis pas persuadé que nous ayons pris la mesure réelle du problème. Et si c'est le cas, alors nous n'y apportons pas la réponse la mieux adaptée. La première réunion préparatoire de la nouvelle commission d'évaluation des politiques publiques s'est tenue le 24 août dernier. Elle a retenu comme thème la médecine scolaire. Ce sera sans doute l'occasion de mieux cerner l'ampleur des problèmes.

Nous ne parviendrons pas à endiguer ce fléau sans de véritables mesures dissuasives comme une fiscalité ciblée sur certains produits incriminés. Nous devons surtout faire de l'éducation et de la prévention une priorité véritable. Le recours à la prévention est encore trop timide alors que c'est un enjeu de société essentiel.

Sur cette question de santé publique qui menace notre population et notre système de santé, nous ne sommes pas assez actifs. La bombe à retardement est loin d'être désamorcée et ses conséquences prévisibles sont lourdes.

La commune de MAHINA, dans le cadre d'une convention sur les bonnes pratiques alimentaires, a décidé d'interdire aux roulottes et aux snacks, la vente de bombons, des casseroles frites-mayonnaise et autres encas dont nous avons le secret, avant le démarrage des cours. C'est une initiative qu'il faut saluer car elle a le mérite d'exister.

Je suis convaincu que les communes peuvent jouer un rôle déterminant en matière de prévention et engager des actions concrètes qui amorceront une prise de conscience pour modifier les mauvais comportements alimentaires de nos enfants.

Ces actions doivent trouver leur prolongement au sein des écoles. Si nous ne faisons rien, c'est toute une génération que nous acceptons de sacrifier. Voulons-nous porter cette responsabilité ? Je vous pose la question. Un maire qui agit, un maire qui s'exprime, un maire qui revendique est un maire qui s'inquiète de la situation de ses administrés. Je salue à nouveau l'initiative de la commune de Mahina et celles des autres. C'est cela être un élu, élu par le peuple et pour le peuple. Non pour son « pito », son nombril.

\*\*\*

L'actualité nous interpelle également ailleurs. Je pense que nous devons aussi aller plus loin sur le climat. Nous sommes directement concernés par les effets du réchauffement climatique.

Tous les observateurs s'accordent à dire qu'il s'accélère. 2016 a été une nouvelle année noire en terme de températures sur la planète.

Les pays de l'Océanie ont pu se faire entendre à Paris lors de la COP21, où des pistes ont été dégagées, mais il m'apparaît que nous sommes depuis restés trop en retrait de ces enjeux qui sont loin d'être réglés.

Les ouragans IRMA, JOSE et MARIA qui ont dévasté les Antilles résonnent comme un avertissement. Le président de la République disait à la tribune des Nations Unies mardi dernier : « *la nature nous rappelle à l'ordre et elle ne négociera pas* » ! On ne peut que le soutenir lorsqu'il dit que la France ne renégociera pas les accords de Paris.

Les enjeux sont planétaires. Ils dépassent les intérêts particuliers de certains Etats et nous sommes dans le pacifique parmi les premiers concernés. On peut penser qu'à l'avenir ces phénomènes seront plus nombreux et plus puissants. Nous devons nous y préparer et au besoin revoir les normes de construction. Nous devons aussi poursuivre le développement des abris anticyclonique pour assurer la protection des populations des îles.

Vous avez sensibilisé l'Etat sur cette urgence en matière de sécurité des populations, et vous avez raison monsieur le Président.

Je veux croire également que nous saurons anticiper la saison des pluies qui a eu des effets dévastateurs. Nous devons tous nous mobiliser, le pays et les communes pour le nettoyage des rives et le curage des rivières et des caniveaux avant l'arrivée de la mauvaise saison.

Je n'oublie pas que l'une des premières causes à ces problèmes sont nos propres comportements. J'invite donc la population à faire preuve de civisme et à ne plus jeter les déchets et les encombrants dans nos rivières.

Le gouvernement a commencé à activer le plan climat énergie qui découle de la COP21. Je salue la détermination du président sur ces questions. Mon sentiment rejoint sûrement le sien, lorsque je dis que l'action doit prendre rapidement le relais sur les idées.

Il convient donc de nous demander quelle est la contribution de la Polynésie dans cet effort collectif. D'une certaine manière ne sommes-nous pas victimes de nous-mêmes ? Je veux dire que notre impact carbone en Polynésie française est sans doute très élevé rapporté au nombre d'habitants. La voiture est omniprésente et le diésel demeure le carburant le plus utilisé, alors qu'il est considéré comme le plus polluant.

La France annonce qu'elle a l'intention d'interdire le diésel. Je crois sincèrement que nous devons envisager d'inverser progressivement la tendance, et encourager les usagers à aller vers des énergies et des moyens de circulation plus propres, comme les véhicules électriques ou hybrides. De réels efforts ont été engagés dans ce sens, il faut le reconnaître et l'engouement pour les véhicules hybrides et électriques au dernier salon de l'automobile à Mamao en est l'illustration. Il faut aller plus loin et développer des alternatives au transport individuel.

La collectivité doit proposer des moyens de transport en commun plus adaptés et plus efficaces. La récente enquête sur le budget des familles, publiée en février dernier par l'Institut de la statistique, fait apparaître que le transport est devenu le deuxième poste de dépenses, après la nourriture et devant le logement.

Les transports en commun sont si peu fonctionnels et si mal organisés qu'ils en deviennent dissuasifs. Les récentes données publiées montrent une augmentation des immatriculations. Faut-il s'en féliciter ? Pour le secteur automobile, sans doute. Mais nous ne faisons qu'accroître notre dépendance à la voiture.

Le schéma du transport terrestre récemment adopté par l'assemblée continue de faire la part belle au « tout voiture », sans explorer réellement d'autres alternatives, même s'il est prévu de revoir le réseau des bus dans le cadre de la concession de service public.

Certaines pistes sont évoquées, comme le tramway. Une vingtaine de villes française a réinstauré avec succès le tramway. Cela a aussi eu pour effet de redynamiser les centres villes. Ce sont des investissements coûteux et des travaux longs, éligibles d'ailleurs sur les fonds européens. Mais le résultat est à chaque fois gagnant pour l'utilisateur et pour la qualité de vie. Je n'y vois que des avantages. Nous devrions réellement nous inspirer de ces exemples.

Des incitations existent pour développer des énergies propres et durables, mais elles restent insuffisantes. Je salue la relance des dispositifs d'aide en matière d'équipements solaires. Notre consommation d'électricité est encore trop dépendante des carburants fossiles. Il nous faut poursuivre nos efforts en hydroélectricité, seul moyen de faire baisser le coût de l'électricité et de redonner du pouvoir d'achat aux ménages.

On attend toujours le SWAC au CHT du Taaone. On a perdu beaucoup de temps sur ce dossier, et nous sommes encore très loin de son extension aux grandes administrations ou aux établissements scolaires comme cela fut un temps envisagé. Ces projets ont besoin d'une nouvelle impulsion.

Même si certains aspects peuvent servir de référence, nous pouvons faire beaucoup mieux pour réduire notre impact carbone. Avec une réelle prise de conscience, nous pouvons impulser un développement durable des énergies propres, réduire significativement la pollution et les déchets de notre environnement.

Nous devrions bannir de nos destinations touristiques phares, comme Moorea, Bora Bora, Fakarava par exemple, tous les véhicules à essence et diesel, et y encourager les véhicules électriques pour en faire de véritables destinations *éco-friendly*.

L'un de nos illustres prédécesseurs, John French Teariki l'avait bien compris, lui. Il a fait enterrer toutes les lignes électriques à Moorea pour que les beaux paysages ne soient pas gâchés par des alignements de poteaux sur lesquels pendouillent des câbles. A l'époque, il avait été traité de fou par ses détracteurs. C'est le drame du visionnaire : avoir raison trop tôt revient à avoir tort.

Il nous faut aller plus loin.

Il faut naturellement que ces contraintes imposées aux habitants soient acceptées par tous. Elles le seront, j'en suis sûr, dans le temps, si les enjeux sont bien expliqués et si les alternatives que nous proposons sont progressives et accessibles à chacun.

J'observe avec satisfaction les initiatives citoyennes. Récemment l'association « Nana Plastique » et d'autres ont engagé des actions concrètes pour nous inviter à modifier nos comportements. Cela dénote une prise de conscience collective et une volonté d'agir que nous devons encourager et accompagner. C'est l'affaire de tous.

Nous aurons d'ailleurs l'occasion de débattre plus largement des questions environnementales prochainement en examinant ensemble le rapport de la CTC sur la politique de l'environnement. Il viendra utilement éclairer le chemin parcouru dans ce domaine pour mieux nous aider à tracer celui qui reste à faire.

Le développement de notre tourisme exige que nous prenions soin de notre environnement. Nous tuerons notre tourisme si nous laissons notre pays devenir une poubelle. Nous devons avoir des comportements responsables et tous devenir des éco-citoyens.

J'ai moi-même engagé notre institution dans un partenariat ambitieux avec la société Fenua-ma afin que chacun d'entre nous, nous les élus, nous montrions l'exemple en matière de tri des déchets. La convention de partenariat sera signée avant la fin du mois de septembre. Elle complète l'installation des panneaux photovoltaïques sur les toits de notre assemblée qui nous permettent déjà de diminuer notablement nos factures énergétiques et notre impact carbone.

\*\*\*

L'Assemblée a mis en place une commission d'évaluation des politiques publiques. Cette compétence existait dans le statut, mais elle n'avait pas encore été déployée. C'est désormais chose faite. Une mission de l'Assemblée nationale est venue durant quinze jours nous faire profiter de son expérience dans ce domaine et dans d'autres. Elle a réellement été profitable. Il suffit d'observer aujourd'hui la tenue de nos séances et les commissions, nous avons progressé, j'en suis persuadé.

Je me réjouis de la volonté exprimée par tous les représentants lors de la première réunion de la commission le 24 août dernier, de s'approprier le nouveau champ de ces prérogatives. Sa création est aussi la preuve que nous pouvons travailler ensemble et nous affranchir des clivages politiques.

La commission veillera à ce que les dispositions adoptées dans les domaines qui seront retenus par elle, répondent aux objectifs recherchés, ceux qu'attendent nos populations. Le tout n'est pas de voter des lois, de prendre des décisions, mais bien de s'assurer qu'elles sont pertinentes. Chacun en conviendra, c'est véritablement un progrès dans la maturité de notre institution.

Comme je le disais à l'ouverture de la session administrative, les outils ne valent que par l'usage que l'on en fait. Il appartiendra aux nouveaux représentants et à mon successeur de poursuivre ce que nous avons réalisé ensemble.

Ces problématiques posent celles des limites de notre action. Nos concitoyens attendent véritablement de nous que l'on améliore leur vie de tous les jours, que l'on apporte des solutions aux problèmes. Ils savent que nous n'avons pas de baguettes magiques. Ils savent que nos moyens sont limités et que les temps sont durs. Ils savent tout cela.

Mais ils nous reprochent aussi de ne pas agir. Ils critiquent nos choix, et considèrent que le temps qui sépare la prise de décision de sa concrétisation est trop long. Ils trouvent aussi que nous nous divisons trop souvent et inutilement, que nous nous égarons en posture de principe et en querelles stériles pendant qu'ils souffrent.

Il faut voir dans les critiques ce qu'elles ont de positif, déceler leur part de vérité pour avancer. Le désamour qui existe entre une partie des citoyens et la classe politique réside aussi dans ces reproches.

Dans la situation actuelle, je réitère ma proposition déjà faite ici, d'oser une réelle transition en mettant en place un gouvernement d'union représentatif de toutes les forces politiques représentées à l'assemblée, telles que les Polynésiens les exprimeront lors des prochaines élections territoriales. Une telle initiative ferait œuvre de réconciliation et d'apaisement. Notre pays en a besoin. Un gouvernement d'union consoliderait le pacte social et constituerait une véritable garantie de stabilité et de confiance.

En effet, si les institutions ont retrouvé leur stabilité, la population, elle, reste encore divisée. Je suis persuadé que l'émergence d'un gouvernement d'union impulserait une dynamique nouvelle qui profitera au développement car il rassemblerait les Polynésiens autour d'un projet commun et rassurerait les investisseurs.

Les luttes de pouvoir y seraient moindres, dès lors que le pouvoir est partagé. Ce serait un signe fort d'un changement des pratiques et d'un renouveau des valeurs qui fondent la démocratie polynésienne.

Un tel gouvernement d'union ne sera possible que sur la base d'un pacte qui laissera de côté les aspects idéologiques qui alimentent nos guerres de tranchées, pour se concentrer sur les priorités du développement. Il s'appuiera sur ce qui nous unit, et qui est bien plus important que ce qui nous divise.

Est-ce de l'utopie d'envisager un tel gouvernement ?

A mes yeux NON.

J'ai eu l'occasion de découvrir de réelles compétences dans cet hémicycle, dans tous les groupes politiques, et je ne suis pas le seul à le constater. Ceux qui nous observent l'ont constaté. Ils nous demandent de nous unir. Ils nous observent, nous critiquent, nous jugent. Il serait temps de voir notre gouvernance autrement.

Dites moi pourquoi à l'assemblée nous pouvons travailler à la fois avec des autonomistes et des indépendantistes et pas dans un gouvernement ?

Pour changer de gouvernance, il faut regarder devant et voir loin. L'avenir ne se regarde pas dans un rétroviseur. Mais ce dernier est cependant utile pour éviter de reproduire les erreurs du passé.

Aujourd'hui notre société a besoin de se retrouver, elle a besoin d'unité et de sérénité pour aller de l'avant et affronter les défis de ce nouveau siècle.

\*\*\*

Notre Autonomie s'est trop repliée sur ses institutions. Plus qu'un nouveau statut, nous avons besoin d'y associer les forces vives et créatrices de notre société, celles de notre jeunesse, celles qui alimentent notre pays en ressources et en emplois, celles qui créent et qui innovent, celles du monde associatif qui fédèrent. Ces forces vives doivent y trouver leur place.

Notre autonomie a besoin de renouer avec le contrat social qui a présidé à sa formation. Elle a été érigée comme le garant de notre capacité à vivre ensemble, comme le socle de notre destin commun. Depuis sa création elle porte notre identité et notre personnalité.

Aujourd'hui nous connaissons le socle institutionnel, mais le projet de société qui doit nous unir s'est dilué dans des querelles stériles et le huis clos autonomiste. Il s'est parfois perdu dans la querelle qui oppose les tenants de l'autonomie et de l'indépendance qui nous éloigne des véritables enjeux, ceux du citoyen. A savoir son éducation et son insertion économique et sociale.

L'indépendance viendra peut-être un jour d'elle-même, tout naturellement, si les Polynésiens le souhaitent ; lorsque nous aurons créé les conditions permettant à nos enfants de vivre et de travailler au pays sans être obligés de s'exiler.

Avant d'être une idéologie, l'indépendance est d'abord un comportement personnel à mes yeux.

Nous devons revenir aux vrais enjeux et regarder l'avenir avec plus d'audace. L'occasion nous en sera donnée lors des Assises de l'Outremer. Profitons de ce moment pour amorcer une réflexion qui ira plus loin, pour nous-même et par nous-même.

Nous devons renouer avec l'esprit d'entreprendre, nous inscrire en rupture du modèle jacobin. Cet esprit, qui anime nos jeunes entrepreneurs, permet de créer la richesse et les emplois. Il permet de créer les conditions nécessaires pour construire une société plus juste et plus solidaire, et modifier les comportements.

En regardant bien, ce ne sont pas nos atouts qui manquent, ni les compétences qui font défaut. Nous disposons des bons ingrédients. Ce qui nous fait défaut, c'est notre façon de les associer. Si nous voulons changer notre manière de faire, nous devons changer notre manière de voir, et retrouver la foi dans ce qui nous unit.

\*\*\*

Dans cette perspective, l'effort et le travail doivent retrouver leur place. Notre solidarité doit demeurer, mais elle doit être intelligente et pas aveugle.

Plutôt que de nous accrocher à nos acquis, nous devons repenser notre solidarité, mettre des gardes fous et plus de contrôles. Nous devons être plus justes et plus efficaces. Je suis persuadé que nous pouvons nous inspirer de certains modèles étrangers qui ont apporté la démonstration que la solidarité fonctionne sans devenir un gouffre sans fond qui aspire tous nos moyens. Il faut admettre que même les pays les plus développés ne vont pas aussi loin que nous.

Famille, éducation, effort, civisme et culture sont les piliers d'un modèle que nous devons réinventer. J'englobe ces valeurs dans une notion plus large, celle de la Citoyenneté. D'autres valeurs y participent comme la moralisation de la vie politique sur lesquelles je reviendrai un peu plus loin.

L'école et la famille doivent être les creusets de cette citoyenneté, sans laquelle nous ne modifierons pas les comportements. C'est par l'éducation et le respect des valeurs que nous gagnerons. Ils sont la base du combat pour le développement et le progrès. C'est à cette condition que les jeunes trouveront leur place, celle qu'ils souhaitent, et non pas celle qu'on veut bien leur laisser. Offrons leur cette chance.

Je plaide pour une école pour tous, quelque soit le handicap de chacun. Notre autonomie doit nous permettre d'introduire dans les programmes scolaires les valeurs que nous voulons

enseigner à nos enfants, sans que cela ne porte atteinte aux contenus pédagogiques qui sont apportés par ailleurs.

Ce sont en réalité les contours de la société de demain que nous devons réinventer, que nous devons anticiper. A celle d'aujourd'hui, nous ne changerons pas grand-chose. A celle de demain, il n'appartient qu'à nous d'oser faire bouger les lignes. Nous n'avons pas d'autres solutions pour agir.

Chacun pressent combien le monde qui nous entoure est entrain de changer. Il devient source de fragilité, pour nous-même, pour nos enfants. Les égoïsmes, la loi du plus fort, la loi de l'argent dominant de plus en plus notre société et menacent les valeurs polynésiennes de partage et de solidarité, le lien au sein des familles, le respect des anciens.

Les menaces nouvelles d'un monde globalisé concourent à cette fragilité. Nous sentons bien que les choses ne peuvent pas continuer ainsi.

Il nous faut agir, et maintenant. Car derrière cette question s'en cachent d'autres : sommes-nous en mesure de garantir un avenir à nos enfants ? Et si nous répondons Oui : savons-nous quel avenir ?

Lorsque je vois les effets sur nos jeunes, de la malbouffe, de la drogue, des violences, de l'échec scolaire, de l'absence de travail; nous sommes en droit, je dirais même, nous sommes en devoir de nous demander : quelle place notre jeunesse peut-elle avoir dans notre modèle de société ?

J'ai rencontré récemment le Colonel de la gendarmerie en Polynésie française. Il a souligné dans la presse, quelques semaines après sa prise de fonction, combien il est frappé par les violences intrafamiliales qui atteignent un niveau inquiétant, sur fond d'alcool et de drogue en particulier. Je n'oublie rien des propos de son prédécesseur qui eut le courage de tirer la sonnette d'alarme.

Mais nous commettrions une grave erreur en pensant que cette situation est l'affaire des forces de l'ordre et de la loi. Nous en sommes tous responsables. Si la police et la justice doivent disposer de moyens pour assumer leur responsabilité, il appartient aux politiques que nous sommes de mettre en oeuvre les moyens de prévenir ces dérives, de développer les bonnes politiques.

\*\*\*

Je le redis simplement et je reste persuadé que vous partagez mon point de vue : l'emploi est l'une des réponses pour enrayer cette dangereuse spirale et engager un retour progressif des familles vers plus de dignité, pour leur permettre de reprendre espoir en l'avenir, et trouver leur place dans notre société. La politique des grands travaux fait partie de ces réponses.

Mais il faut rappeler qu'un travail se mérite. Nous devons donner envie à nos jeunes de travailler, comme un moyen d'épanouissement et de réalisation personnelle.

Sans emplois, sans croissance soutenue, nos politiques de la famille et du logement resteront fragiles et peu efficaces. Elles doivent se compléter et se nourrir des valeurs de citoyenneté qui doivent agir comme un ciment. On me parle aujourd'hui de pathologie du lien, du lien de famille. Prenons garde. Ces réalités ne font pas à elles seules la Polynésie, heureusement, mais elles en font partie. Il nous appartient de faire en sorte qu'elles reculent.

\*\*\*

La moralisation de la vie politique en est un autre aspect. Je me réjouis des avancées réalisées au plan national et de leur application en Polynésie française. L'époque change et avec elle, le regard des citoyens. Des pratiques qui ont pu exister auparavant, ne sont plus considérées comme acceptables aujourd'hui, et c'est tant mieux.

Il faut aller plus loin. Je propose de mettre en place un véritable code éthique de la politique. Au moment où il est demandé à de nombreuses professions de s'engager sur des valeurs éthiques et professionnelles, je ne conçois pas que la classe politique, qui doit donner l'exemple, puisse s'affranchir de ses obligations, à tout le moins morales.

Au nom de quelle liberté supérieure, dont ne jouiraient pas les autres citoyens, nous les politiques, nous pourrions nous permettre de nous placer au-dessus de toute exigence éthique et morale ?

Beaucoup de citoyens ressentent cela comme une hypocrisie, et en ont fait un point de rupture. Le travail de réconciliation passe aussi par la nécessité de mettre de l'ordre dans ces pratiques.

Lorsque le premier volet de la loi sur la moralisation de la vie politique a été adopté à l'assemblée nationale et que des amendements pour les étendre à la Polynésie française ont été déposés au dernier moment, je m'en suis offusqué, c'est vrai. Non pas que ces dispositions soient étendues à la Polynésie française, puisque j'y suis favorable, mais parce que notre assemblée aurait dû être saisie pour avis.

Cet avis n'aurait probablement rien changé à la décision des députés de rendre applicables ces dispositions en Polynésie française, mais la saisine de notre assemblée aurait eu le mérite de créer chez nous le débat sur ces questions ; débat que je considère comme nécessaire.

En outre, il me semble normal que le législateur national sollicite l'avis du législateur local, lorsque les dispositions qu'il adopte impactent le fonctionnement des institutions polynésiennes, ce qui est le cas.

Je considère qu'il en va sur ce point du respect de nos institutions et donc de l'Autonomie qui fixe le cadre des relations entre notre Pays et la République.

Il n'y a pas de confiance sans transparence, sans équilibre, sans respect mutuel, sans mémoire.

J'ai essayé durant mon mandat de travailler pour tous les élus, tous les groupes, sans considérations d'appartenance politique. J'ai proposé des modifications nécessaires au règlement intérieur de l'assemblée et des améliorations à son fonctionnement dans l'idée de mieux servir les élus.

Je remercie les élus du bureau et tous mes collègues de l'Assemblée de m'avoir soutenu dans ces démarches. Je remercie aussi les personnels de l'Assemblée qui ont accepté de s'inscrire également dans une démarche de progrès et tout particulièrement Madame Jeanne Santini, notre secrétaire générale qui a accompagné la réorganisation des services de l'assemblée.

J'ai souhaité faire franchir à notre institution un pas de plus vers la maturité que nous attendons d'elle, en la rendant plus performante, en la dotant d'outils.

J'éprouve une grande peine lorsque j'entends certaines critiques, et combien notre assemblée est parfois décriée, alors qu'elle devrait attirer le respect de tous puisque elle est dépositaire du suffrage universel.

Je salue les efforts réalisés par les représentants qui ont eu à cœur de corriger cette image et de faire preuve d'une plus grande responsabilité. Permettez moi un clin d'œil, je veux rassurer ce jeune humoriste polynésien, ce talent prometteur que j'apprécie, et lui dire qu'à TARAHOI on travaille, et même beaucoup.

\*\*\*

J'évoque souvent cette capacité à vivre ensemble. Elle constitue à mes yeux l'essence même de notre société polynésienne. C'est elle qui donne sens à l'action politique, à la solidarité et au partage qui nourrissent l'identité polynésienne et la juste aspiration de chacun à mieux vivre.

C'est pourquoi je suis convaincu que nous devons construire un nouveau projet de société, car de toute évidence le modèle qui est le nôtre a atteint ses limites.

Au moment où s'ouvre la session budgétaire, ces questionnements sont légitimes. Car tel est bien l'enjeu du budget qui consacre les moyens dont nous disposons et la manière dont nous les utilisons pour répondre aux défis et aux priorités qui se posent à nous.

La société que nous bâtissons est rarement pour aujourd'hui, elle est toujours pour demain. Je garde encore le souvenir de cette rencontre avec de jeunes entrepreneurs et de jeunes créateurs que nous avons réunis autour de nous ici à l'assemblée en début d'année, pour les connaître et les encourager. Ces talents sont la sève vivifiante qui me rend optimiste pour l'avenir. Il nous appartient de les accompagner du mieux que nous pouvons, c'est notre responsabilité, car ce sont eux, plus sûrement que nous, qui forgeront l'avenir de notre pays.

A ces jeunes, à celles et ceux qui veulent changer les choses et qui se battent, je dis : c'est vous qui avez raison. Si vous échouez : recommencez. N'oubliez pas : le plus important ce n'est pas de trébucher, mais de se relever pour continuer. Ne baissez pas les bras. Ne laissez pas le dernier mot au cortège des désabusés et des cyniques.

Ces gens-là vous diront toujours, que c'est peine perdue, que la seule loi qui compte c'est le chacun pour soi. Or, nous avons tous conscience que ce chacun pour soi nous étouffe.

Ces mêmes gens me traiteront sans doute de doux rêveur et d'utopiste. Je leur répondrais simplement : il n'y a pas de progrès sans utopie. Tout changement a d'abord commencé par un rêve.

Je vous remercie.

---